Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

OTAN: l'allié US est-il encore fiable?

Par Général Dominique Delawarde
Mondialisation.ca, 18 octobre 2019
Iveris 14 octobre 2019

Région : États-Unis, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN

Depuis sa création, et plus encore depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, l'hégémonie US sur la gouvernance de l'OTAN et sur sa composante militaire intégrée a été sans partage. De nombreux témoignages d'officiers européens ayant travaillé dans des états-majors de l'Alliance, soit à Mons, en Belgique, soit en opération, montrent que les résultats de leurs travaux d'état-major, analyses, rapports, pouvaient être très sensiblement revus et corrigés par les Américains, avant validation, pour mieux correspondre à « leur » vision, à « leurs » objectifs, à « leurs » intérêts.

Il est également intéressant de constater que dans les états-majors de forces de l'OTAN en opérations (SFOR par exemple), les Américains doublent souvent le bureau renseignement multinational par un bureau renseignement exclusivement US, très fermé, qui dispose de locaux particuliers, « *US EYES ONLY* », qui n'échange pas et ne communique pas avec le bureau renseignement « *officiel* » allié. En clair, le renseignement de la Force est filtré et revu quotidiennement par sa doublure US qui a forcément le dernier mot puisque le chef « *opération* » et le commandement de la Force sont Américains.

12 mars 1999, Madeleine Albright avec les ministres des Affaires étrangères tchèque, hongrois et polonais lorsque la République tchèque est devenue officiellement membre de l'OTAN, avec la Hongrie et la Pologne. Crédit photo : OTAN

Cette méthode de fonctionnement des états-majors de l'Alliance en dit long sur le niveau de confiance qui peut régner entre alliés et sur la subordination des Etats membres de l'Alliance…

Un concept stratégique 2010 néoconservateur

Le dernier concept stratégique de l'OTAN qui date de 2010 et fixe le cadre actuel de l'action de l'Alliance a été rédigé par une équipe clairement néoconservatrice. Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN en charge de l'élaboration de ce texte était un ancien premier ministre danois, très proche de l'administration Bush. Il avait soutenu la guerre d'Irak de 2003 et y avait même envoyé des troupes danoises. Il a dû sa cooptation et sa promotion par les US à la tête de l'OTAN au fait qu'il soit un « *néoconservateur européen assumé* ». Cela semble être d'ailleurs une condition sine qua non pour accéder au poste de Secrétaire général de l'OTAN…

Par ailleurs, c'est un groupe d'experts présidé par l'ancienne Secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, qui a été chargé de dresser un bilan des enjeux auxquels l'Alliance devrait faire face. Ce même groupe d'experts a été chargé de rédiger des recommandations pour ce concept stratégique 2010. Pour rappel, Madeleine Albright a toujours été, elle aussi, une néoconservatrice. En 1996, elle déclarait sur CBS news « *la mort de 500 000 enfants*

irakiens liée aux sanctions US contre l'Irak était un prix à payer qui en valait la peine »

Sans entrer dans les détails de ce concept stratégique 2010, les deux premiers mots du titre, qui en compte quatre, constituent, à eux seuls, tout un programme : « *Engagement actif* ».

L'OTAN n'aurait donc plus pour seule vocation de « *défendre* » ou de « *dissuader* », mais de « *s'engager activement* ». C'est à l'évidence la porte ouverte aux ingérences dans les affaires des États souverains, au seul profit des intérêts américains. Il est aussi intéressant d'observer que sur un texte de 4800 mots, le mot « *ONU* » n'est prononcé que trois fois. C'est dire la considération que les rédacteurs du texte apportaient à l'instance qui représente pourtant la légalité internationale…

Des opérations planifiées longtemps à l'avance

Les interventions US, avec participation de membres de l'OTAN ou les interventions de l'OTAN avec participation US ne sont évidemment pas improvisées. Elles sont planifiées, voire répétées sous forme d'exercices d'état-major, qui peuvent être conduits sur le territoire US et parfois longtemps à l'avance.

La guerre de 2003 contre l'Irak impliquant les USA et dix autres Etats membres de l'OTAN était incontestablement préméditée de longue date, bien avant l'attentat du World Trade Center. En effet, au printemps 1998, à Norfolk dans le cadre du « *Joint Forces Staff College* » s'est déroulé un exercice d'état-major qui ressemblait beaucoup à cette guerre de 2003. Si les noms des pays avaient été modifiés, comme c'est l'usage dans ce genre d'exercice, la cartographie des territoires sur lesquels se déroulait l'exercice permettait d'identifier très clairement les pays concernés. Dans le jeu de rôle qui m'était attribué, je représentais, avec un autre officier français, les autorités politiques de mon pays.

Au vu du caractère douteux du prétexte avancé, des risques de déstabilisation d'une région sensible et d'extension du conflit, nous avions, mon camarade et moi, refusé d'emblée l'engagement des forces françaises et avions été accompagnés dans notre refus, par nos camarades allemands et canadiens. Le Britannique, lui, avait accepté de faire participer son pays à l'opération militaire US. Devant notre étonnement, il nous avait avoué que, s'il était contre cette participation à titre personnel, il savait pertinemment que le gouvernement de son pays suivrait, quels que soient les prétextes avancés par les USA, qu'ils soient vrais ou faux…

C'est exactement ce qui s'est passé en 2003, cinq ans après cet exercice. La France, l'Allemagne et le Canada ont refusé de s'engager dans « *la croisade irakienne* ». Le Royaume-Uni et neuf autres Etats membres de l'OTAN ont choisi de s'engager dans une guerre sur la base d'un mensonge dont ils avaient parfaitement connaissance.

Cette triste campagne d'Irak et les exercices d'état-major qui l'ont précédé permettent de tirer quelques conclusions sur le rôle et la fiabilité de l'allié US au sein de l'OTAN.

1- Ce sont les USA, et eux seuls, qui préméditent et décident des actions qui doivent être menées par l'OTAN et contre qui ces actions seront conduites. Les opérations militaires font l'objet de « répétitions » parfois plusieurs années à l'avance.

2- La guerre de l'information précédant l'action, vise à la légitimer et à obtenir le soutien de l'opinion publique. Elle utilise de manière récurrente, l'emploi de faux prétextes, fabriqués

de toute pièce et parfaitement relayés par les médias, comme ce fut le cas pour le faux massacre de Racak au Kosovo, la fausse fiole de Colin Powel, les fausses couveuses du Koweït, les massacres de Benghazi en Libye, les attaques à l'arme chimique sous faux drapeau en Syrie, etc.

J'ai personnellement recensé, au jour le jour, et aux premières loges, les faux bilans de pertes présentés par Mr Jamie Shea, porte-paroles de l'OTAN, dans la campagne du Kosovo. Ils étaient présentés à seule fin de manipuler les opinions occidentales et de conserver leur adhésion. Depuis la fin des bombardements, ces faux bilans relèvent de l'information ouverte à tous ceux que la vérité intéresse.

Certes, le mensonge et la manipulation ont toujours fait partie intégrante de la guerre de l'information dans tous les pays et lorsqu'on est en guerre, tous les coups sont permis. Au sein de l'OTAN, travestir la vérité n'est donc pas vraiment une faute sauf que l'expression de cette « *vérité* » sert les intérêts, non pas de l'Alliance toute entière, mais des USA. Toute vérité dérangeante sera donc « *corrigée* » pour cadrer avec les objectifs US. La vérité de l'OTAN est donc, en fait, une vérité américaine. Encore faudrait-il que nos concitoyens le sachent.

3- Sur les 28 membres de l'Alliance, il y en a toujours quelques-uns (10 pour l'Irak) pour suivre, les yeux fermés. Il suffit à leurs leaders politiques de faire semblant de croire aux mensonges, en les relayant le mieux possible, avec l'aide de médias, à l'intérieur de leur pays, pour éviter de s'aliéner leur opinion publique.

Dans ces conditions, et à ce moment de leur histoire, l'élection de Trump en 2016 n'est-elle pas la meilleure chose qui ait pu arriver aux Européens ?

Cette élection est, en effet, une occasion unique pour les leaders européens et leurs opinions publiques de prendre enfin conscience de la véritable nature, exclusivement hégémonique et intéressée, des objectifs US dans la relation transatlantique. Ceci pourrait permettre aux plus clairvoyants de réfléchir à une refondation nécessaire de leurs politiques étrangères et de défense.

Donald Trump dit aujourd'hui tout haut et agit de manière transparente alors que ses prédécesseurs pensaient tout bas et faisaient de manière plus discrète. C'est la forme qui a changé et non le fond. Charles De Gaulle et François Mitterrand avaient parfaitement compris la nature de cette relation transatlantique. Le premier en avait tiré les conclusions en se retirant de l'organisation militaire intégrée et en adoptant une politique étrangère plus indépendante et plus équilibrée entre l'Est et l'Ouest. Le second disait à qui voulait l'entendre : « *La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment... et pourtant une guerre à mort* ».

Un Etat intéressé et cynique : « *America first* »

C'est aussi grâce à Donald Trump que nous commençons enfin à réaliser ce que représente réellement cette relation transatlantique pour les USA.

En déchirant du jour au lendemain, au prétexte que ces documents « *ne servaient pas suffisamment les intérêts américains* », plus d'une douzaine de traités de toute nature : économique, climatique, culturel, de désarmement, de non-prolifération nucléaire, traités

signés par ses prédécesseurs et engageant les USA, le président US nous montre clairement la grande fragilité d'un engagement américain, qu'il soit d'hier ou d'aujourd'hui.

Le lâchage actuel, et sous nos yeux, de l'allié kurde qui a eu la faiblesse de croire qu'il serait soutenu en Syrie, parce qu'il avait combattu Daesh aux côtés des Américains et parce qu'il s'opposait à Bachar El-Assad est lui aussi édifiant et particulièrement cynique. Il devrait faire réfléchir tous les alliés des USA …

Enfin, le slogan « *America First* », qui rappelle le « *Deutchland über Alles* » de triste mémoire, montre que l'hégémonie US ne se partage pas et que les seuls intérêts US priment sur tout le reste. Il montre aux Européens qu'il n'y a pas de parité, pas d'égalité, pas de fraternité, pas de liberté dans la relation transatlantique, mais des relations de maître à vassal. Au-delà du slogan, les sanctions bien réelles de tous ceux, alliés compris, qui osent remettre en cause les diktats extraterritoriaux US tombent, les unes après les autres : amendes sur nos banques, affaire Alstom, nucléaire iranien, North stream 2, taxations liées à l'affaire Airbus. La coercition et la menace sont permanentes.

Un autre slogan est intéressant à commenter : « *Make America Great Again* ». En disant cela et en étant élu sur ce type de slogan, Trump nous montre qu'il a parfaitement compris, et le peuple américain avec lui, que l'Amérique a perdu de sa grandeur, qu'elle est en déclin, et qu'il est temps pour elle de réagir pour mettre un terme à ce déclin.

Tout cela devrait amener la France et l'Europe à s'interroger sur la fiabilité et la sincérité de leur allié US et sur la solidité, voire l'intérêt du maintien d'une alliance avec un tel pays en déclin.

Cependant, l'OTAN a donc encore de beaux jours devant elle. Le concept stratégique 2020 qui s'annonce élargira encore les zones d'application et les motifs d'« *interventions actives* » donc d'« *ingérences* ». Celles-ci se multiplieront jusqu'au jour où…

Un message subliminal aux membres européens de l'OTAN ?

Dans son discours du 24 septembre 2019 devant l'assemblée générale de l'ONU, Donald Trump a employé quelques expressions fortes qui sonnent comme un message subliminal à l'ensemble des chefs d'Etat du monde entier, mais qui pourraient convenir parfaitement aux chefs d'Etat des pays européens, membres de l'OTAN.

« *Si vous voulez la liberté, soyez fiers de votre pays, Si vous voulez la Démocratie, préservez votre souveraineté et si vous voulez la paix, aimez «votre» nation. Tous les leaders avisés place l'intérêt de leur propre pays et de leur propre peuple à la première place. Le futur n'appartient pas aux globalistes, il appartient aux patriotes. Le futur appartient aux nations souveraines et indépendantes qui protègent leurs citoyens, respectent leurs voisins et les différences qui font que chaque pays est spécial et unique.*»

Général Dominique Delawarde

La source originale de cet article est Iveris
Copyright © Général Dominique Delawarde, Iveris, 2019

Articles Par : Général
Dominique Delawarde

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca